

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : ENH

3^{ème} CONCOURS

DATE : 8/06/2016

LA MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

de la mère

conception

et le mariage

de

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0002

NOTE

17 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES : 4

DE DROIT
COMPOSITION DE CAS PRATIQUE CIVIL

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

Il est interdit aux candidats de signer

Question 1 - Sur la

reconnaissance de paternité de

Monsieur Jean Petit sur Paul.

Mme Dupont et M. Dubois

se sont mariés en 2001 et

deux enfants sont issus de

cette union : Pierre en 2005 et Paul

le 1^{er} février 2006. Monsieur Jean

Petit, le fils d'amis de M. Dupont et Mme Dubois dit avoir eu

avec cette dernière des relations amoureuses dès 2004 et il

souhaite voir reconnaître sa paternité sur Paul.

Ainsi, il souhaite d'établir la filiation de Paul afin de

déterminer si la contestation de ce lien de filiation est recevable

à l'égard de M. Jean Petit.

a. Sur le lien de filiation de Paul.

La filiation doit être établie à l'égard du père et de

la mère.

L'article 311-25 du code civil dispose que "la filiation est établie, à l'égard de la mère, par la désignation de celle-ci dans l'acte de naissance de l'enfant".

En l'espèce aucun élément ne nous permet d'affirmer avec certitude que c'est le cas. Cependant, Paul est né pendant le mariage, il vit avec Mme Dubois et M. Dupont. Ces éléments nous permettent de supposer que son acte de naissance fait

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

apparaître. M^{re} Dubois.

La filiation est donc établie à l'égard de la mère.

* L'article 312 du code civil pose une présomption de paternité pour les enfants nés au cours pendant le mariage à l'égard du père.

C'est bien le cas en l'espèce, dans H. Dupont est bien le père de Paul.

En conséquence, le lien de filiation de Paul est établi à l'égard de M^{re} Dubois et H. Dupont. * feuillet 1.

Question 2 = Sur l'action en contestation de la filiation.

a. Sur la contestation du lien de filiation.

M. Jean Petit souhaite contester la filiation de Paul par conséquent légalement établie.

L'article 332 du code civil prévoit que la contestation peut être contestée en rapportant la preuve que le mari ou l'auteur de la reconnaissance n'est pas le père.

Les conditions d'exercice de cette action en contestation de paternité sont posées aux articles 333 ^{et 334} du code civil.

Deux cas doivent être distingués selon que la possession d'état existe ou non.

La possession d'état dont l'établissement est prouvé à l'article 311-1 du code civil suppose une réunion suffisante de faits qui sont = le traitement comme son enfant et de l'enfant comme ses parents

= l'éducation, l'entretien de l'enfant.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

la reconnaissance de la société et de l'activité
publiques

de nous

De plus, la possession d'état doit être continue, paisible
publique et non équivoque selon les dispositions de l'article
311.2 du code civil,

En l'espèce, Paul est né pendant le mariage de ses
parents. Il vit avec eux et son frère. Ses parents
l'appellent en nommes et le présente comme leur
fils. De plus, aucun élément ne nous permet de dire que
cette possession d'état a été suspendue.

En conséquence, la possession d'état à l'égard de H.
Dupont est établie. Il conviendra en conséquence
d'appliquer les dispositions de l'article 333 du code civil.

Ainsi, l'action en contestation de paternité dont
la possession d'état est conforme au titre n'est ouverte
qu'à l'enfant, l'un de ses père et mère ou celui qui
se prétend le parent véritable.

En l'espèce, H. Jean Petit se prétend le parent véritable
de Paul, il a donc qualité à agir.

b. Sur la compétence.

L'article L. 211-3 du code de l'organisation judiciaire
prévoit que le Tribunal de grande instance connaît de toutes
les affaires civiles et commerciales pour lesquelles compétence

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Suite page 1.

b. Sur la reconnaissance de la filiation.

L'établissement de la filiation peut être faite par la loi, dans l'acte de naissance ou par la présomption comme c'est le cas de Paul.

Mais la filiation peut aussi être effectuée par reconnaissance ou par la possession d'état.

Cependant, en l'espèce le lien de filiation de Paul est également établi par le titre et la présomption.

Dans ces conditions, la reconnaissance n'est pas possible conformément aux dispositions de l'article 316 du code civil.

L'article 320 du code civil précise "tant qu'elle n'a pas été contestée en justice, la filiation établie fait obstacle à l'établissement d'une autre filiation qu'elle contredirait".

Compte tenu de l'établissement du lien de filiation de Paul et du refus de ses parents, M. Petit n'a pas d'autre choix que de contester la paternité établie.

1

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Il n'est pas attribué, en raison de leur nature ou du montant, à une autre juridiction.

L'article 318-1 du code civil prévoit la compétence exclusive du tribunal de grande instance statuant en matière civile pour connaître des actions relatives à la filiation.

En l'espèce, c'est le tribunal de grande instance qui sera compétent.

La compétence territoriale est déterminée par l'article 42 du code de procédure civile qui prévoit que la juridiction territorialement compétente est, sauf disposition contraire, celle du lieu où demeure le défendeur.

En l'espèce, nous n'avons aucune information sur le domicile de M. Dupont, la juridiction compétente sera le tribunal de grande instance du lieu de son domicile.

M. Petit peut donc engager une action en contestation de paternité devant le tribunal de grande instance du lieu du domicile de M. Dupont.

Question 3: Les moyens soulevés pour s'opposer à la demande.

M. Petit a fait assigner les parents légitimes de Paul qui soulevant deux moyens pour s'opposer à la demande. Il commande d'étudier ces deux moyens et de montrer les chances qu'ils peuvent avoir de prospérer.

a- Sur la prescription.

L'article 333 du code civil pose deux conditions de délai, l'une tenant à la prescription, l'autre au délai pour agir.

Ainsi, l'action en recherche de paternité se prescrit par cinq ans à compter du jour où la possession d'état a cessé ou du décès du parent dont le lien de filiation est contesté.

En l'espèce, la possession d'état n'a pas cessé et M. Dupont est toujours vivant. En conséquence, le délai de prescription n'est pas applicable.

L'alinéa 2 de l'article 333 précise "Nul" à l'exception du ministère public" ne peut contester la filiation lorsque la possession d'état conforme au titre a duré au moins cinq ans depuis la naissance ou la reconnaissance, si elle a été faite ultérieurement".

En l'espèce, la possession d'état est conforme au titre depuis la naissance de Paul le 1^{er} février 2006.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

L'action a été engagée le 1^{er} juin 2011 soit plus de cinq ans après sa naissance.

En conséquence, M. Petit ne devrait plus être dans le délai pour agir.

Cependant, le délai dont il est question provient de l'ordonnance du 4 juillet 2006, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2008 et le délai de cinq ans court à compter de cette date (Civ 1^{ère}, 27 fév 2013).

En l'espèce, M. Petit est effectivement dans le délai pour agir puisque l'action a été engagée le 1^{er} juin 2011 et la prescription ne peut lui être opposée.

b - Sur la violation du droit à la vie privée et familiale de l'article 8 de la CEDH.

M. Dupont et M^{me} Dubois invoque au soutien de leur opposition à l'action de M. Petit, l'article 8 de la CEDH.

A titre liminaire, il convient de préciser que l'action en contestation de paternité si elle est recevable ne modifie le lien de filiation de Paul. La filiation de Paul ne sera établie qu'à l'égard de sa mère et de son père s'il en fait la demande de reconnaissance, ce qui semble être le cas ici.

L'expertise génétique permettra probablement de déterminer la paternité génétique.

Le droit à la vie privée et familiale prévue à l'article 8 de la CEDH permet de faire primer l'intérêt de l'enfant.

La Cour européenne des droits de l'homme a cependant examiné la possibilité aux États de prévoir dans la réglementation la contestation de la paternité par le père génétique. (CEDH CHADAROV c/ Bulgarie 21/12/2010).

Les juridictions françaises considèrent que cette action n'est pas contraire à l'article 8 (CA Douai 6 juil 2013).

En l'espèce cependant, l'action engagée l'a été plus de cinq ans après la naissance de Paul. Il est probable que la juridiction en tiendra compte pour les conséquences à en tirer.

Question 4 = Sur les conséquences éventuelles qui peuvent être tirées de la paternité de M. Petit.

L'expertise génétique réalisée a permis de démontrer que M. Petit est le père de Paul. Les époux Dupont s'apparentent à une exercice conjoint de l'autorité parentale, à un droit de visite et à un changement de nom.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N°

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

L'article 337 prévoit que le Tribunal qui accueille l'action en contestation peut dans l'intérêt de l'enfant, fixer les modalités des relations avec celui-ci.

Ainsi, l'intérêt de l'enfant doit primer et le juge doit en tenir compte.

En l'espèce, Paul a grandi avec son frère Pierre et ses parents alors qu'il vient de rencontrer M. Petit en vacances.

De plus Jean Petit est particulièrement jeune et il ne s'entend pas avec ses parents.

Le Tribunal devra donc en tenir compte pour la fixation de la résidence habituelle de l'enfant qui demeurera probablement chez M. Dupont M^{me} Dubois. Conformément aux dispositions article 331, le Tribunal statuera :

a. sur l'autorité parentale.

L'article 371-1 du code civil précise que l'autorité parentale appartient aux "parents".

En l'espèce, M. Petit est le père biologique de Paul. Cependant, l'article 372 précise "Toutefois lorsque la filiation est établie à l'égard de l'un d'entre eux après la naissance ou judiciairement déclarée,

l'autorité parentale reste au premier parent.

En l'espèce, l'autorité parentale sera exercée par M. Duhain.

b. Sur le droit de visite et d'hébergement.

L'intérêt de l'enfant permet au juge conformément aux dispositions de l'article 337 de fixer les relations avec le parent qu'il choisit.

Cependant, H. Petit qui est le père biologique de l'enfant peut demander un droit de visite et d'hébergement afin de créer des liens avec son fils.

Ce droit de visite pourra s'établir à un week-end sur deux et la moitié des vacances scolaires.

c) Sur le nom.

H. Petit peut solliciter le changement de nom de Paul compte tenu de l'établissement de son lieu de filiation.

Le juge prendra en compte l'intérêt supérieur de l'enfant et il pourra décider de la substitution ou de l'adjonction du nom.

En l'espèce, Paul vit avec son frère et ses parents et il est probable que cela se poursuivra. En conséquence, l'adjonction du nom semble être la solution la plus adaptée.

H. Petit sera de plus tenu à l'égard de Paul d'une obligation d'aliment.